



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1^{er} janvier – 30 juin 2009

CS COMMUNICATION & SYSTEMES
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 31 532 695 euros
SIEGE SOCIAL : 54-56, avenue Hoche, 75008 PARIS
RCS PARIS 692.000.946

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

(Articles L 232-7 du Code de commerce et L 451-1-2-III du Code Monétaire et Financier)

I - RAPPORT SUR L'ACTIVITE ET LES RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2009

Chiffres clés du 1er semestre 2009

En millions d'euros	S1 2008	S2 2008	2008	S1 2009
Chiffre d'affaires	114,7	107,0	221,7	108,4
Marge opérationnelle	(1,2)	(3,3)	(4,5)	(2,5)
En % du CA	-1,1%	-3,1%	-2,0%	-2,3%
Résultat opérationnel	(1,3)	(4,6)	(5,9)	(3,9)
En % du CA	-1,1%	-4,3%	-2,7%	-3,6%
Résultat avant impôts des activités poursuivies	(3,0)	(4,8)	(7,8)	(5,1)
en % du CA	-2,6%	-4,5%	-3,5%	-4,7%
Résultat Net, part du groupe	(2,2)	(5,4)	(7,6)	(5,6)

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2009 s'établit à 108,4 M€, en croissance de 1,3 % par rapport au second semestre 2008 et en retrait de 5,5%, à périmètre comparable, par rapport au 1er semestre 2008.

Sur la même période, le groupe enregistre une croissance de 11,8 % de ses activités internationales, soutenue par la dynamique des filiales au Canada, Etats-Unis, Allemagne, Roumanie et Croatie.

En France, le chiffre d'affaires s'établit à 79,1 M€, niveau quasiment similaire à celui du second semestre 2008.

Le groupe a enregistré 75,6 M€ de commandes sur le 1er semestre 2009. Le carnet de commandes s'élève à 15 mois de CA.

La marge opérationnelle du groupe sur le premier semestre 2009 s'établit à -2,5 M€, soit -2,3 % du chiffre d'affaires, compte tenu du repli temporaire de la marge des Activités Défense, Espace & Sécurité.

Conformément à ses objectifs, le groupe a réduit ses frais de structure. Ils représentent au 30 juin 2009 10,9 % du chiffre d'affaires (12,7 % sur S1 2008).

Les frais commerciaux et d'avant-vente (9,0 % du CA) convergent progressivement vers l'objectif de 7,5% à 8 %.

Au 30 juin 2009, l'amélioration du Besoin en Fonds de Roulement (-14,4 M€ contre -3,2 M€ au 31 décembre 2008) renforce la situation financière du groupe. La trésorerie nette ressort ainsi à 45,4 M€ contre 36,8 M€ au 30 juin 2008 et 46,8 M€ au 31 décembre 2008, dettes financières à plus et moins d'un an exclues (12,9 M€). Le gearing s'établit à -42 % contre -36 % au 31 décembre 2008 et -22 % au 30 juin 2008.

Au 30 juin 2009, les fonds propres consolidés s'établissent à 77,6 M€.

Performances par secteurs opérationnels :

Défense, Espace & Sécurité : un repli temporaire

En millions d'euros	S1 2008	S2 2008	2008	S1 2009
Chiffre d'affaires	60,3	53,7	114,0	52,8
Marge opérationnelle	5,9	0,9	6,8	-0,6
<i>En % du CA</i>	9,8%	1,7%	6,0%	-1,1%

Compte tenu de l'allongement des grands programmes de défense aérienne et du démarrage de nombreux projets signés fin 2008, en cours de spécification, cette activité enregistre temporairement un retrait de son chiffre d'affaires et de sa rentabilité opérationnelle. La visibilité à moyen terme sur cette activité, avec un carnet de plus de 23 mois, permet d'anticiper dès le second semestre, un retour à la rentabilité et à la croissance.

Aéronautique, Energie & industrie : une croissance rentable

En millions d'euros	S1 2008	S2 2008	2008	S1 2009
Chiffre d'affaires	34,0	33,3	67,3	36,2
Marge opérationnelle	1,0	1,1	2,1	1,1
<i>En % du CA</i>	3,1%	3,3%	3,1%	3,0%

Cette activité a enregistré une croissance soutenue et a maintenu sa rentabilité opérationnelle dans un environnement plus concurrentiel. Le positionnement sur des offres à forte valeur ajoutée telles que les systèmes embarqués, la simulation, la maquette numérique et le PLM, a permis, dans les secteurs aéronautique et énergie, de conforter la part de marché du Groupe chez ses clients et d'ouvrir de nouveaux comptes.

Transport : un redressement confirmé

En millions d'euros	S1 2008	S2 2008	2008	S1 2009
Chiffre d'affaires	19,4	18,9	38,3	18,3
Marge opérationnelle	-4,7	-4,5	-9,2	-2,3
<i>En % du CA</i>	-24,2%	-24,5%	-24,0%	-12,8%

Le groupe a engagé au second semestre 2008 un plan d'actions visant à redresser la rentabilité de cette activité. Les mesures de focalisation commerciale, de rationalisation de la gamme de solutions et de produits ont d'ores et déjà permis de réduire les pertes opérationnelles. Une nouvelle amélioration est attendue au second semestre. Par ailleurs, le succès des déploiements de systèmes free-flow confirme le leadership technologique de CS dans ce domaine.

Effectifs

L'effectif social au 30 juin 2009 est de 2244 collaborateurs contre 2241 collaborateurs au 31 décembre 2008 et 2168 au 30 juin 2008. Le groupe a recruté sur ce semestre 129 nouveaux collaborateurs et a enregistré un turn over de 5,6% (9,5% sur 2008). Le Taux d'Activité Congés Exclus moyen s'établit à 80,3% (contre 81,8% sur l'exercice 2008).

II – PERSPECTIVES 2009

Au cours du 1er semestre 2009, le groupe a conduit son plan de réduction de frais de structure et renforcé sa situation financière. Grâce au rebond des Activités Défense, Espace & Sécurité, à la poursuite du redressement de l'activité Transport et au maintien de la rentabilité de l'Activité Aéronautique, Energie & Industrie, le groupe a pour objectif le retour à l'équilibre sur le plan opérationnel au second semestre 2009.

III- PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE 1ER SEMESTRE 2009

Les principaux risques et incertitudes sont décrits dans le Rapport de Gestion du Groupe pour l'exercice 2008 (IX « Description des principaux risques », aux pages 131 à 138 du rapport annuel 2008 déposé sous forme de Document de Référence auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, le 30 avril 2009). Aucune évolution significative n'a été enregistrée au cours du semestre.

L'actualisation au 30 juin 2009 des données relatives aux équivalents de trésorerie et aux Passifs financiers figurent respectivement en notes 9 et 12 de l'annexe aux comptes semestriels 2009.

L'actualisation au 30 juin 2009 des données relatives à l'endettement à taux variables et aux couvertures de risque de change et d'indexation des prix figurent en note 18 de l'annexe aux comptes semestriels 2009.

IV- PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIEES ET/OU MODIFICATIONS AFFECTANT CES TRANSACTIONS, AYANT INFLUE SIGNIFICATIVEMENT LA SITUATION FINANCIERE AU COURS DU 1ER SEMESTRE

Par rapport au 31 décembre 2008, aucune évolution significative n'a été enregistrée.

V- DECLARATION DE LA PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

ERIC BLANC-GARIN
Directeur Général

VI- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'EXAMEN LIMITE DES COMPTES AU 30 JUIN 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CS COMMUNICATION & SYSTEMES, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration dans un contexte caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1 et 3 de l'annexe relatives aux nouvelles normes applicables à compter du 1er janvier 2009.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly sur Seine et La Défense, le 28 août 2009
Les commissaires aux comptes

Les commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES

Jean Paul SEURET

MAZARS

Michel BARBET MASSIN

Comptes semestriels consolidés résumés 2009
Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009

BILANS CONSOLIDÉS

En milliers €	Note	Au 30/06/2009	Au 31/12/2008	Au 30/06/2008
Goodwill		36 112	36 112	36 112
Immobilisations incorporelles		7 588	7 075	7 119
Immobilisations corporelles		3 950	5 073	6 388
Titres mis en équivalence	4	160	167	262
Actifs financiers non courants	5	8 217	4 741	9 942
Impôts différés	6	21 180	21 042	21 332
Total de l'actif non courant		77 207	74 210	81 155
Stocks et en-cours		1 771	6 173	4 920
Clients et autres débiteurs	7	122 788	143 618	149 109
Instruments financiers dérivés	8	1 524	3 203	1 376
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	48 215	49 498	38 250
Total de l'actif courant		174 298	202 492	193 655
TOTAL DE L'ACTIF		251 505	276 702	274 810

PASSIF

En milliers €		Au 30/06/2009	Au 31/12/2008	Au 30/06/2008
Capital social		31 533	31 533	31 533
Primes liées au capital		46 671	46 671	46 670
Actions propres		-3 633	-3 593	-3 602
Réserves consolidées		2 651	8 408	13 968
Total des capitaux propres du groupe	10	77 222	83 019	88 569
Intérêts minoritaires		365	469	328
Total des capitaux propres		77 587	83 488	88 897
Emprunts et passifs financiers	12	12 059	1 008	1 309
Provisions non courantes	11	7 125	7 405	6 916
Avantages du personnel	11	6 992	6 949	7 479
Passifs d'impôts différés	13	9	12	15
Autres passifs non courants	13	810	13	
Total du passif non courant		26 995	15 387	15 719
Provisions courantes	11	3 544	2 857	3 874
Concours bancaires courants	12	2 812	2 672	1 432
Autres emprunts et passifs financiers	12	870	16 141	15 939
Fournisseurs et autres créditeurs	13	139 338	155 767	148 364
Instruments financiers dérivés	8	359	390	585
Total du passif courant		146 923	177 827	170 194
TOTAL DU PASSIF		251 505	276 702	274 810

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES

En milliers €	Note	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Chiffre d'affaires		108 361	221 664	114 657
Autres produits de l'activité		1 199	668	117
Produits des activités ordinaires		109 560	222 332	114 774
Achats et charges externes		-46 474	-95 078	-51 409
Impôts, taxes et versements assimilés		-2 338	-4 361	-2 444
Charges de personnel		-61 314	-117 901	-58 206
Autres charges d'exploitation		-1 098	-749	-174
Amortissements	14	-1 679	-3 612	-1 669
Provisions	14	817	-5 153	-2 108
Marge opérationnelle		-2 526	-4 522	-1 236
Autres produits et charges opérationnels	16	-1 395	-1 377	-109
Résultat opérationnel		-3 921	-5 899	-1 345
Résultat financier	15	-1 165	-1 927	-1 690
RESULTAT AVANT IMPÔTS DES ACTIVITES POURSUIVIES		-5 086	-7 826	-3 035
Impôt sur le résultat	16	-329	-39	463
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		-7	98	73
Résultat généré par les activités poursuivies		-5 422	-7 767	-2 499
Résultat des activités cédées		-121	322	340
RESULTAT NET		-5 543	-7 445	-2 159
- dont intérêts minoritaires		31	137	-3
- dont part du groupe		-5 574	-7 582	-2 156
Résultat net par action		-0,91	-1,24	-0,35
Résultat net dilué par action		-0,83	-1,12	-0,35
Résultat net des activités poursuivies		-0,89	-1,26	-0,41
Résultat net dilué des activités poursuivies		-0,81	-1,14	-0,41

ETATS CONSOLIDES DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers €	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Résultat net consolidé	-5 543	-7 445	-2 159
Autres éléments du résultat global :			
- Réévaluation à la juste valeur des couvertures de flux futurs	-590	1 145	834
- Ecart de change sur conversion des activités à l'étranger	313	-635	67
- Changements d'hypothèses actuarielles		761	
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-277	1 271	901
Résultat net global	-5 820	-6 174	-1 258
- dont part du groupe	-5 851	-6 311	-1 255
- dont part des minoritaires	31	137	-3

TABLEAUX DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En milliers €		1er semestre 2009	Année 2008	1er semestre 2008
Résultat net consolidé		-5 543	-7 445	-2 159
Résultat net des activités abandonnées		121	-322	-340
Résultat net consolidé des activités poursuivies		-5 422	-7 767	-2 499
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		7	-98	-73
Produits et charges n'ayant pas entraîné de flux de trésorerie :				
- Amortissements et provisions		1 136	2 835	1 066
- Résultats sur cessions		1 058	22	66
- Charges et produits calculés liés aux stocks-options & actions gratuites		94	110	17
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		1 072	-471	1 493
Coût de l'endettement financier net		1 057	57	823
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		329	39	-463
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	A	-669	-5 273	430
Impôts versés	B	-454	-416	-279
Variation du BFR lié à l'ensemble de l'activité		5 428	2 598	-16 744
Variation du BFR lié aux activités cédées		-121	322	340
Variation du BFR lié aux activités poursuivies	C	5 307	2 920	-16 404
<i>Dont variation du BFR courant</i>		<i>8 681</i>	<i>-372</i>	<i>-14 179</i>
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	D=A+B+C	4 184	-2 769	-16 253
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-1 911	-4 092	-2 406
Encaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		656	1 263	4
Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers		-53	-908	-117
Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers		54	461	112
Incidence des variations de périmètre (trésorerie d'ouverture)				
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	E	-1 254	-3 276	-2 407
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		12 281	735	267
Remboursements d'emprunts (y compris location financement)		-15 632	-1 321	-729
Augmentations de capital			28	27
Achats d'actions d'autocontrôle		-920	-1 889	-1 201
Ventes d'actions d'autocontrôle		866	898	544
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		-	-2 149	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-135	-59	-59
Coût endettement financier net versé		-882	-1 947	-602
Autres produits et charges financières		-175	1 890	-221
Incidence des activités destinées à la vente				
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	F	-4 597	-3 814	-1 974
Incidence des variations du cours des monnaies étrangères	G	243	-320	447
Incidence du reclassement en activités destinées à la vente	H			
Variation nette de trésorerie	I=D+E+F+G+H	-1 424	-10 179	-20 187
Trésorerie en début de période	J	46 826	57 005	57 005
Trésorerie en fin de période (note 9)	K=I+J	45 402	46 826	36 818

VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En milliers €	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Actions propres	Total -part du Groupe	Part des Minoritaires	Capitaux propres consolidés
Situation au 1er janvier 2008	31 533	46 670	17 927	-315	-3 237	92 578	376	92 954
Résultat net de la période			-2 156			-2 156	-3	-2 159
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			834	67		901		901
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	-1 322	67		-1 255	-3	-1 258
Augmentation de capital de la société mère								
Variation des titres d'autocontrôle					-365	-365		-365
Distribution de dividendes			-2 149			-2 149	-59	-2 208
Variation de périmètre							14	14
Actions gratuites			-164			-164		-164
Autres			-76			-76		-76
Situation au 30 juin 2008	31 533	46 670	14 216	-248	-3 602	88 569	328	88 897
Résultat net de la période			-5 426			-5 426	140	-5 286
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			1 072	-703		369	1	370
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-4 354	-703		-5 057	141	-4 916
Augmentation de capital de la société mère								
Variation des titres d'autocontrôle					9	9		9
Distribution de dividendes								
Variation de périmètre								
Actions gratuites			274			274		274
Autres			-777			-777		-777
Situation au 31 décembre 2008	31 533	46 670	9 359	-951	-3 593	83 019	469	83 488
Résultat net de la période			-5 574			-5 574	31	-5 543
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-590	313		-277		-277
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-6 164	313		-5 851	31	-5 820
Augmentation de capital de la société mère								
Variation des titres d'autocontrôle					-40	-40		-40
Distribution de dividendes							-135	-135
Variation de périmètre								
Actions gratuites			94			94		94
Autres								
Situation au 30 juin 2009	31 533	46 670	3 289	-638	-3 633	77 222	365	77 587

Préambule

Le groupe CS Communication & Systèmes (CS) est concepteur, intégrateur et opérateur de systèmes critiques, il intervient sur l'ensemble de la chaîne de valeur de ses clients.

CS Communication & Systèmes, société mère du groupe est une société anonyme de droit français dont le siège social est à Paris, 54-56 avenue Hoche. CS est cotée à Paris sur le marché Eurolist d'Euronext (code ISIN FR0010221481).

Les comptes consolidés semestriels ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de CS réuni le 28 août 2009.

Faits marquants

Le 9 juin 2009, CS a remboursé l'emprunt Obligataire à Bons de Souscription d'Actions Remboursables (OBSAR), émis le 9 juin 2006.

Le 15 juin 2009, CS a souscrit auprès de plusieurs banques un emprunt de 12 M€. Cet emprunt dont le taux varie selon l'EURIBOR et qui a fait l'objet d'un swap à taux fixe, est remboursable en 3 échéances consécutives, la dernière étant fixée au 15 juillet 2012.

Note 1 : Principes et méthodes comptables utilisés

1.1 Référentiel comptable

Le rapport intermédiaire du 1^{er} semestre a été préparé conformément aux dispositions de la norme IAS 34 «Information financière intermédiaire» qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Ces comptes consolidés résumés doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés de l'exercice 2008.

Les principes comptables appliqués sont identiques à ceux utilisés dans les comptes annuels de décembre 2008.

Depuis le 1^{er} janvier 2009, les textes suivants sont d'application obligatoire dans l'Union Européenne :

- IFRS 8 «secteurs opérationnels »
- IAS 23 révisée « Coûts d'emprunts » : les coûts d'emprunts sont désormais obligatoirement intégrés au coût des actifs qualifiés (définis comme ceux nécessitant une période longue avant de pouvoir être mis en service) Au 30 juin 2009, l'application de cette norme n'a pas d'impact.
- IAS 1 révisée « Présentation des états financiers » : le groupe a opté pour une présentation du résultat global sous forme de deux états distincts :
 - le compte de résultat consolidé habituel,
 - l'état consolidé des produits et des charges comptabilisés directement en capitaux propres.

Le groupe n'est pas concerné par les autres textes adoptés par l'Union Européenne au cours du semestre et applicables au 1^{er} janvier 2009.

Le « Plan d'amélioration annuel 2008 des normes IFRS » (35 amendements relatifs à 20 normes) est sans impact significatif pour le groupe.

Pour l'établissement des rapports financiers intermédiaires et conformément à la norme IAS34.41, le recours à des méthodes d'estimation est plus importants que lors de la préparation des rapports financiers annuels.

Le groupe tient également compte des positions adoptées par le Syntec-Informatique, organisation représentant les principales sociétés de conseil et de services informatiques en France, sur les modalités d'application des normes IFRS aux entreprises du secteur.

1.2 Saisonnalité

Les chiffres d'affaires et les résultats opérationnels intermédiaires sont caractérisés par une saisonnalité d'amplitude variable selon les années liée à un haut niveau d'activité du dernier mois de l'année.

Note 2 : Evolution de périmètre

Au 1^{er} semestre 2009

Entrées : néant

Sorties : néant

En 2008

Entrées :

-CenProCs Airliance

-BetEireFlow

-ADCS

-CS Emirates

Sorties : néant

Note 3 : Secteurs opérationnels

Le groupe applique la norme IFRS 8 «Secteurs opérationnels» pour la première fois au 30 juin 2009. L'adoption de cette norme IFRS 8, qui constitue un changement de méthode, a modifié la présentation des segments opérationnels tels que définis par IAS 14.

Un secteur opérationnel est une composante du groupe pour laquelle des informations sont disponibles en interne.

Les informations présentées sont donc fondées sur le reporting interne utilisé par la direction pour l'évaluation de la performance des différents secteurs. Les informations publiées issues du reporting interne sont établies en conformité avec le référentiel IFRS.

Le résultat sectoriel de référence est la marge opérationnelle.

Les activités du groupe sont regroupées en 3 domaines principaux :

- Défense, Espace et Sécurité. Ce secteur fédère les compétences du groupe en systèmes d'information et de communication pour le déploiement des systèmes critiques de défense et de sécurité (contrôle aérien, centres de commandement, liaisons tactiques, soutien logistique, renseignement, ...) et Espace (centre de contrôle et de mission, mécanique spatiale,...).
- Aéronautique, Energie & Industrie. Dans la chaîne de valeur aéronautique, le groupe CS conduit des projets complexes tels que le développement, l'intégration et le maintien des systèmes embarqués temps réel critiques et des systèmes d'information techniques. Dans le secteur de l'énergie et de l'industrie, le groupe est un partenaire de confiance dans les domaines de la simulation, du calcul haute performance, de la sûreté, de la gestion des risques nucléaires et de l'informatique industrielle.
- Transport. Le groupe propose une gamme complète d'équipements, de système et de services dans le domaine du péage routier: systèmes clés en main de péages traditionnels «stop & go», télé-péage et «free-flow », y compris la gestion de la maintenance des équipements, des abonnements et de la relation client, de l'intégration à l'exploitation et au maintien en condition opérationnelle.

Les goodwill et actifs amortissables font l'objet d'un test de dépréciation chaque année ou lorsque des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Les actifs ne générant pas d'entrées de trésorerie indépendantes sont affectés à des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

Le groupe est en-cours de finalisation de ses travaux d'analyses afin d'arrêter définitivement le montant du goodwill à affecter aux secteurs opérationnels DES et AEI. Les projections de tests de dépréciation sur les activités DES et AEI permettent au groupe de conclure à l'absence de dépréciation à constater au 30 juin 2009.

Dans le cas où l'environnement économique évoluerait défavorablement ceci pourrait conduire à des dépréciations lors de la revue détaillée qui sera menée pour la clôture annuelle.

Au 30 juin 2009 (en milliers €)	Défense, Espace et Sécurité	Aéronautique, Energie, Industrie	Transport	Autres et éliminations (1)	Total
Chiffre d'affaires	52 835	36 240	18 309	978	108 361
Marge opérationnelle	-573	1 105	-2 343	-715	-2 526
Autres charges et produits opérationnels					-1 395
Résultat financier					-1 165
Impôts et mises en équivalence					-337
Résultat des activités poursuivies					-5 423
Résultat des sociétés cédées					-121
Résultat net global					-5 544
Besoin en Fonds de roulement (courant)	4 078	-15 650	9 675	-12 536	-14 433

Au 30 juin 2008 (en milliers €)	Défense, Espace et Sécurité	Aéronautique, Energie, Industrie	Transport	Autres et éliminations (1)	Total
Chiffre d'affaires	60 286	33 965	19 424	982	114 657
Marge opérationnelle	5 940	1 041	-4 657	- 3 560	-1 236
Autres charges et produits opérationnels					-109
Résultat opérationnel					-1 345
Résultat financier					-1 690
Impôts et mises en équivalence					536
Résultat des activités poursuivies					-2 499
Résultat des sociétés cédées					340
Résultat net global					-2 159
Besoin en Fonds de roulement (courant)	28 925	-11 934	4 566	-15 101	6 456

Au 31 décembre 2008 (en milliers €)	Défense, Espace et Sécurité	Aéronautique, Energie, Industrie	Transport	Autres et éliminations (1)	Total
Chiffre d'affaires	114 050	67 286	38 261	2 067	221 664
Marge opérationnelle	6 752	2 059	-9 226	-4 107	-4 522
Autres charges et produits opérationnels					-1 377
Résultat financier					-1 927
Impôts et mises en équivalence					59
Résultat des activités poursuivies					-7 767
Résultat des sociétés cédées					322
Résultat net global					-7 445
Besoin en Fonds de roulement (courant)	21 056	-19 532	4 999	-9 770	-3 187

(1) dont coûts de réalisation d'un démonstrateur et de spécification de système pour un important projet à l'export dont les négociations contractuelles ont été rompues au cours du 1^{er} semestre 2009. Les impacts sont les suivants :

1^{er} semestre 2008 : -2 194 k€
Année 2008 : -3 486 k€
1^{er} semestre 2009 : -628 k€

Note 4 : Titres mis en équivalence

Evolution du poste

(en milliers €)	30/06/2009	31/12/2008
A l'ouverture de l'exercice	167	0
Quote-part de résultat net	-7	98
Entrées en consolidation		69
Dividendes		
Augmentation de capital		
Ecart de conversion et divers		
A la clôture	160	167

Montants retenus dans les comptes consolidés

	Au 30/06/2009			Au 31/12/2008		
	% détenu	Situation nette (en milliers €)	Résultat (en milliers €)	% détenu	Situation nette (en milliers €)	Résultat (en milliers €)
CenProCS Airliance	33	49	1	33	48	-2
BetEireFlow	20	0	0	20	0	0
ADCS	51	111	-8	51	119	100
Total		160	-7		167	98

Le groupe n'a pas d'obligation légale ou implicite d'effectuer des paiements complémentaires au titre d'une entreprise associée dont la situation nette est négative, aucun passif n'est enregistré à ce titre.

Note 5 : Actifs financiers disponibles à la vente, prêts et créances

Au 30/06/2009 (en milliers €)	Prêts et autres créances	Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments dérivés «couverture de flux de trésorerie»	Instruments dérivés “détenus à des fins de transaction”	Total
Actifs financiers non courants	6 845	1 372			8 217
Clients et autres débiteurs	122 788				122 788
Instruments financiers dérivés			1 524		1 524
Trésorerie et équivalents de trésorerie	48 215				48 215
Total actifs financiers	177 848	1 372	1 524	0	180 744

Au 31/12/2008 (en milliers €)	Prêts et autres créances	Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments dérivés «couverture de flux de trésorerie»	Instruments dérivés “détenus à des fins de transaction”	Total
Actifs financiers non courants	3 366	1 374			4 740
Clients et autres débiteurs	143 618				143 618
Instruments financiers dérivés			3 108	95	3 203
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49 498				49 498
Total actifs financiers	196 482	1 374	3 108	95	201 059

Evolution des actifs financiers non courants

Evolution en 2009 (en milliers €)	Prêts et autres créances	Actifs financiers disponibles à la vente'	Instruments dérivés	Total
Valeur brute				
A l'ouverture de l'exercice	7 465	7 355	0	14 820
Acquisitions et augmentations	3 564	1		3 512
Cessions	-53	-383		-383
Revalorisations				
Transferts en actifs financiers courants				
Conversion et variation de périmètre				
Au 30/06/2009	10 976	6 973	0	17 949
Dépréciations				
A l'ouverture de l'exercice	4 098	5 981	0	10 079
Dotation nette de l'exercice	33	-380		-347
Au 30/06/2009	4 131	5 601	0	9 732
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	3 366	1 374	0	4 741
Valeur nette au 30/06/2009	6 845	1 372	0	8 217

L'article 95 de la Loi de Finances rectificative 2008 a permis d'obtenir, à titre exceptionnel, le paiement immédiat des créances de Crédit Impôt Recherche figurant au 31/12/2008 au bilan des entreprises. En conséquence les créances de CIR ont été reclassées fin 2008 en actif courant, tel n'est pas le cas à fin juin 2009.

Principaux titres disponibles à la vente (En milliers €)	% de participation au 30/06/2009	Valeur au 30/06/2009	Valeur au 31/12/2008
CEP Périgueux	16,9	686	686
Sofema	0,3	331	331
Plessis 22	99,9	30	32
Sofresa	1,0	23	23
ODAS	1,0	300	300
Divers		2	2
Total		1 372	1 374

Note 6 : Impôts différés actifs

(En milliers €)	Au 30/06/2009	Au 31/12/2008	Au 30/06/2008
Non courants	21 180	21 042	21 332
Courants	-	-	-

Voir aussi note 17.

Note 7 : Clients et autres débiteurs courants

(En milliers €)	Clients	Avances versées	Autres créances d'exploitation	Autres comptes de régularisation	Total
Au 30/06/2009					
Brut	114 803	713	7 768	3 462	126 746
Net	111 489	713	7 124	3 462	122 788
Au 31/12/2008					
Brut	127 272	901	16 966	2 629	147 768
Net	124 050	808	16 131	2 629	143 618
Au 30/06/2008					
Brut	137 786	570	10 062	3 815	152 233
Net	136 088	570	8 636	3 815	149 109

Les créances clients (factures à émettre TTC) à plus d'un an sont les suivantes (en K€) :

Au 30/06/2009	Au 31/12/2008
19 190	29 345

Ces créances clients à plus d'un an ne résultant pas d'une transaction de financement ne sont donc pas actualisées. Il s'agit de factures à émettre liées aux modalités de détermination du chiffre d'affaires et du résultat décrits en note 1.6 aux comptes consolidés 2008.

Note 8 : Instruments financiers dérivés

Certains grands contrats prévoient l'indexation de la facturation de certains lots sur l'indice INSEE du cuivre et de l'aluminium. Ce risque potentiel a été couvert, pour la part à facturer jusqu'à mi 2011, par négociation sur le LME de contrats de vente à terme pour un sous-jacent total, au 30/06/2009, de 10,25 M€ (cuivre : 8,40 M€ et aluminium : 1.85 M€). Le montant des contrats de vente à terme était de 6,14 M€ fin 2008.

Juste valeur des instruments dérivés

En milliers €	30/06/2009			31/12/2008		
	Actif	Passif	Dont juste valeur comptabilisée en capitaux propres	Actif	Passif	Dont juste valeur comptabilisée en capitaux propres
Couverture de taux d'intérêts		40	-40		55	-55
Couverture de change	193	319	-159	233	335	-264
Couverture indexation des prix	1 331		759	2 970		1 455
Total	1 524	359	560	3 203	390	1 136

Le groupe a défini et documenté une relation de couverture efficace pour des ventes à terme de devises dont le montant au 30/06/2009 est de 31,3 M US\$ et pour les ventes à terme de métaux.

Note 9 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie mentionnée dans le tableau de flux de trésorerie consolidés est composée de :

En milliers €	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Concours bancaires courants	-2 812	-2 672	-1 432
Banques	19 519	31 291	23 778
Equivalents de trésorerie (Valeurs de placement)	28 696	18 207	14 472
Trésorerie en fin de période	45 403	46 826	36 818

Les valeurs de placement sont représentées essentiellement par des Sicav monétaires euro.

Note 10 : Capitaux propres

Nombre d'actions de 5€ composant le capital social	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
A l'ouverture	6 306 553	6 306 539	6 306 539
Augmentation du capital en numéraire ou autre	-	-	-
Exercice de bons de souscription	-	14	-
-Levées d'options	-	-	-
A la clôture	6 306 553	6 306 553	6 306 539

Un droit de vote double est accordé lorsqu'il est justifié d'une inscription au nominatif au nom du même actionnaire depuis plus de deux ans.

Le capital est composé exclusivement des éléments tels que présentés au bilan. Il n'existe pas de dettes financières considérées comme du capital, et, inversement, il n'y a pas de composants de capitaux propres considérés comme ne constituant pas du capital.

Actions propres :

	Quantité	Valeur-K€
Au 01/01/2008	140 860	3 237
Acquisitions	61 172	1 201
Cessions	-35 910	-836
Au 30/06/2008	166 122	3 602
Acquisitions	58 850	688
Cessions	-28 906	-517
Actions gratuites	-8 983	-180
Au 31/12/2008	187 083	3 593
Acquisitions	142 073	920
Cessions	-122 809	-880
Au 30/06/2009	206 347	3 633

La situation des Bons de Souscription d'Actions Remboursables est la suivante (voir aussi note 12) :

	BSAR A	BSAR B
Nombre de BSA au 1/01/2008	165 000	165 000
BSA créés	-	-
BSA exercés	-7	-7
BSA venus à expiration	-	-
Nombre de BSA au 31/12/2008	164 993	164 993
BSA créés	-	-
BSA exercés	-	-
BSA venus à expiration	-	-
Nombre de BSA au 30/06/2009	164 993	164 993
Parité	1/1	1/1
Date de validité	09/12/2011	09/12/2013
Prix d'exercice	41,69 €	45,48 €

Plans d'option d'achat ou de souscription d'actions :

	Options de souscription – 2000	Options de souscription – 2001	Options d'achat – 2003 -1	Options d'achat – 2003 –2	Options d'achat – 2004
Date du conseil d'administration	31-01-2000	18-12-2001	13-01-2003	05-09-2003	25-11-2004
Dispositions d'acquisition des droits/	Au prorata 1/5 ^e de la quotité après chaque année d'ancienneté dans le groupe	Au prorata 1/12 ^e de la quotité après chaque trimestre d'ancienneté dans le groupe	Au prorata 1/12 ^e de la quotité après chaque trimestre d'ancienneté depuis l'attribution des options	Au prorata 1/12 ^e de la quotité après chaque trimestre d'ancienneté depuis l'attribution des options	Au prorata 1/12 ^e de la quotité après chaque trimestre d'ancienneté depuis l'attribution des options
Nombre maximum d'options offertes à l'origine	343 000	527 840	20 000	19 000	2 500
Options détenues par les mandataires sociaux	0	240 700	0	0	0
Délai maximum d'exercice des options	31-01-2010	18-12-2011	13-01-2013	05-09-2013	25-11-2014
Prix de souscription ou d'achat	39,03	15,25	15,25	15,25	26,00
Options de souscription ou d'achat restantes au 31/12/2008	23 400	298 915	18 700	4 000	2 500
Variation du nombre d'options au cours du 1 ^{er} semestre 2009					
Options de souscription ou d'achat restantes au 30/06/2009	23 400	298 915	18 700	4 000	2 500

Attributions d'actions gratuites :

Date du Conseil d'Administration	28/04/2008	28/04/2008	01/02/2006
Nombre de bénéficiaires	4	4	1
Nombre maximum d'actions attribuées	16 200	16 200	12 984
Début de la période d'acquisition	28/04/2008	28/04/2008	01/02/2006
Expiration de la période d'acquisition	28/04/2010	28/04/2010	31/01/2008
Expiration de la période de conservation	28/04/2012	28/04/2012	01/02/2010
Condition	Performance individuelle	Performance boursière	Performance boursière
Juste valeur de l'action à la date d'attribution	11,50	10,85	34,65

Le groupe évalue, à la date d'attribution effective, le montant représentatif de l'avantage consenti aux bénéficiaires. La charge qui en résulte est étalée sur la durée d'acquisition des droits et est incluse dans les autres charges opérationnelles.

Au titre du plan de février 2006; 8 983 actions gratuites ont été finalement attribuées en 2008.

En application de la Loi 2006-1770 du 30/12/2006, les dirigeants de CS bénéficiant d'Attribution d'Actions Gratuites doivent conserver, à l'issue de la période d'acquisition, au nominatif pur, au minimum 20% des actions et ce jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

Note 11 : Provisions non courantes et courantes et avantages du personnel

Evolution des provisions :

Au cours du 1^{er} semestre 2009 (En milliers €)	Au 31/12/08	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Variation périmètre et divers	Au 30/06/09
Restructurations	504	715	-473	-31		715
Affaires (pénalités, risques, garanties,...)	1 326	730	-650			1 406
Litiges et risques divers	5 138	212	-800			4 550
Pertes à terminaison ⁽¹⁾	2 857	1 574	-882		-5	3 544
Impôts	437	10			7	454
Total	10 262	3 241	-2 805	-31	2	10 669

Au cours de l'année 2008 (En milliers €)	Au 31/12/07	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Variation périmètre et divers	Au 31/12/08
Restructurations	209	497	-202			504
Affaires (pénalités, risques, garanties,...)	1 161	704	-539			1 326
Litiges et risques divers	5 235	572	-548	-121		5 138
Pertes à terminaison ⁽¹⁾	4 474	213	1 833		3	2 857
Impôts	519	19	-91		-10	437
Total	11 598	2 005	-3 213	-121	-7	10 262

⁽¹⁾ Compte tenu de l'incertitude relative aux dates d'échéance prévues pour les sorties de ressources, seules les provisions pour pertes à terminaison sont classées en provisions non courantes (3 544 K€ fin juin 2009 et 2 857 K€ fin 2008).

Le montant provisionné le plus élevé au titre d'un litige est de 2,0 M€ à fin juin 2009 (2,0 M€ fin 2008).

Le risque le plus important provisionné au titre des affaires (hors perte à terminaison) s'élève fin juin 2009 à 0,60 M€ (0,25 M€ fin 2008).

Fin juin 2009, la perte à terminaison liée aux activités cédées est de 1,0 M€ (1,8 M€ fin 2008).

Projet SR 125

En avril 2004 la filiale américaine, Intrans Group Inc., a signé un contrat avec la société South Bay Expressway L.P. (SBX) concernant le design, l'installation et la mise en service d'un système de péage sur l'autoroute SR 125 à San Diego, en Californie. Le contrat prévoyait le calendrier de mise à disposition des aires par SBX afin d'y installer la cinquantaine de péages. Ce calendrier, a subi un retard de 15 à 17 mois.

Afin de rattraper ce retard SBX demanda à Intrans un programme d'accélération du planning et fin 2005 la date d'installation finale fut repoussée d'octobre 2006 à septembre 2007. SBX demanda à Intrans d'installer les péages de manière aléatoire en fonction des aires disponibles et un avenant fut signé le 6 juin 2007 prévoyant un nouveau plan d'accélération et les modalités de facturation des surcoûts correspondants. De nouveaux dérapages de planning dus à SBX amenèrent à repousser à nouveau cette date d'installation finale à début 2008 Intrans réussit à tenir l'objectif d'ouverture au public de l'autoroute et, cependant, SBX a suspendu les paiements prévus dans l'avenant au motif que les factures n'étaient pas suffisamment détaillées et a rendu très difficile les travaux de finalisation et la réalisation des tests du système.

Intrans essaya de négocier tout au long de l'année 2008 un accord global. De nouveaux désaccords sont intervenus entre les parties sur les conditions de finalisation de ce projet et le durcissement de la position de SBX a été matérialisé par une tentative de tirage de la garantie de performance. Contractuellement, le règlement des différends, après une tentative de conciliation restée infructueuse, s'effectue par le recours à l'arbitrage à San Diego, conformément aux procédures du JAMS.

Intrans Group Inc. a dégagé une perte opérationnelle qui s'est élevée à 6,2 M€ en 2008 et à 1,6 M€ au 1^{er} semestre 2009.

Cession de CAM GmbH

Par un contrat de vente devant notaire signé le 15 juin 2007 la société CAM GmbH, filiale à 97% de CS, a été cédée à une société allemande. L'acquéreur a notifié à CS sont désaccord sur les trois points suivants :

- Litige concernant l'arrêté des comptes de juin 2007 (arrêtés sous l'autorité de l'acquéreur) :

Les comptes semestriels 2007 de CAM présenteraient une perte de 1,4 M€ suite à des écritures de clôture relatives à de prétendues dégradations de marges projets à terminaison, à des provisions pour licenciements et à des charges non récurrentes. L'acquéreur ayant exprimé sa volonté d'obtenir une indemnité compensatrice, CS a mandaté un cabinet d'avocat et un cabinet d'audit pour faire valoir ses droits.

- Litige concernant la provision retraite de l'ancien gérant.

Une demande d'indemnisation a été reçue en juillet 2008 concernant la pension due par CAM à son ancien gérant et dont la provision correspondante au 30 juin 2007, calculée par un actuaire, aurait été sous-estimée de 268 k€..

- Litige concernant la vente des titres de la société USB, filiale de CAM GmbH.
L'acquéreur remettrait également en cause les modalités de paiement par compte courant du prix des actions USB.

L'acquéreur a saisi le tribunal Régional de Munich le 5 janvier 2009 pour demander le paiement des dites sommes. Ce litige devrait être examiné par la Cour à l'automne.

Le risque global pour ces 3 litiges a fait l'objet d'une provision spécifique dans les comptes.

Evolution des avantages du personnel

En milliers €	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Frais de santé des anciens salariés	1 434	1 433	1 550
Indemnités de départ en retraite et assimilés	5 558	5 516	5 929
Total	6 992	6 949	7 479

Les principales hypothèses retenues pour l'évaluation des engagements de retraites sont les suivantes :

	2009	2008	2007
Taux d'actualisation	5,25	5,25	4,25
Taux d'augmentation des salaires	2,00	2,00	2,00

Note 12 : Passifs financiers

En milliers €	30/06/2009		31/12/2008		30/06/2008	
	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant
Emprunt obligataire	-	-	-	14 743	-	14 583
Emprunts bancaires et autres	12 041	704	914	600	881	440
Emprunts liés aux contrats de location-financement	18	166	94	798	428	917
Soldes créditeurs de banques	-	2 812	-	2 672	-	1 432
Total emprunts et dettes financières	12 059	3 682	1 008	18 813	1 309	17 372

Echéancier des emprunts financiers non courants (en milliers €)	30/06/2009			31/12/2008			30/06/2008		
	Valeur au bilan	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Valeur au bilan	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Valeur au bilan	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunt obligataire	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts bancaires et autres	12 041	12 041	-	914	914	-	881	881	-
Endettement lié au retraitement des contrats de location-financement	18	18	-	94	94	-	428	428	-
Total	12 059	12 059	-	1 008	1 008	-	1 309	1 309	-

En milliers €	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Emprunts et dettes financières	-15 741	-19 821	-18 680
Banques et équivalents de trésorerie	+48 215	+49 498	+38 250
Trésorerie nette des dettes financières (+) ou endettement net (-)	+32 474	+29 677	+19 570

Emprunt obligataire :

Le 9 juin 2006, CS a émis des Obligations à Bons de Souscription d'Actions Remboursables (OBSAR). L'emprunt OBSAR a été souscrit par le public (10,05 %) et plusieurs banques.

Les caractéristiques essentielles de cet emprunt obligataire étaient les suivantes :

Montant émis	Echéance	Taux intérêt facial	Taux intérêt après couverture	Composante dette à l'origine	Frais imputés dans le cadre de la méthode TIE	Composante capitaux propres à l'origine
14,85 M€	9 juin 2009	Euribor 3 mois + 0,734 %	4,414%	13,84 M€	0,64 M€	0,37 M€

Cet emprunt a été totalement remboursé le 9 juin 2009.

Les caractéristiques essentielles des Bons de Souscription d'Actions Remboursables sont les suivantes :

	BSAR A	BSAR B
Nombre de BSAR émis	165 000	165 000
Prix d'exercice	41,69 €	45,48 €
Parité d'exercice	1/1	1/1
Durée	3 ans	5 ans
Période d'exercice	La dernière année	Les 3 dernières années
Nombre de BSAR restant en circulation	164 993	164 993

Remboursement anticipé à 0,01 € au gré de la société, à compter du 9 juin 2008, si le produit du cours de l'action et de la parité d'exercice excède 190 % du prix d'exercice. Les BSAR A étaient incessibles pendant les deux premières années (jusqu'en juin 2008) sauf en cas d'offre publique sur les actions de la société ou en cas de rachat par la société.

Le conseil d'administration de CS du 25 janvier 2008, a décidé, sous réserve de l'approbation des assemblées générales des porteurs de BSAR A et B, de prolonger le délai d'exercice des BSAR A et des BSAR B pour une période de trente mois supplémentaires. Le délai d'exercice est ainsi repoussé au 9 décembre 2011 et 9 décembre 2013. Cette décision a été approuvée par les assemblées générales des porteurs de BSAR A et B réunies le 11 mars 2008 et est soumise à l'approbation des actionnaires de CS lors d'une assemblée générale convoquée pour le 8 septembre 2008.

Emprunt 2009 auprès de plusieurs banques :

Le 15 juin 2009, CS a souscrit un emprunt de 12 000 000 € dont les caractéristiques principales sont les suivantes :
Modalités de remboursement :

Le 15/07/2010	1 600 000 €
Le 15/07/2011	4 000 000 €
Le 15/07/2012	6 400 000 €

Taux d'intérêt facial : Euribor 3 mois + 2,20 %

Taux d'intérêt après couverture : 4,30 %

La convention signée avec les banques est assortie d'un engagement de respect de ratios financiers. La dette devient immédiatement et de plein droit exigible en cas de non respect des engagements suivants :

- « Leverage ratio » (dette financière brute/ EBITDA) : calculé annuellement sur la base des comptes consolidés et dont le résultat doit être compris entre 0 et 2,5.
- Ratio de trésorerie (Trésorerie disponible active – Emprunts et dettes) : calculé semestriellement sur la base des comptes consolidés et dont le résultat doit être supérieur à 0.

Les principaux outils de financement sont les suivants :

(En milliers €)	30/06/2009		31/12/2008		30/06/2008	
	Plafond de financement	Trésorerie utilisée	Plafond de financement	Trésorerie utilisée	Plafond de financement	Trésorerie utilisée
Concours bancaires courants	7 500	2 812	6 500	2 672	6 200	1 432
Emprunts bancaires et location financement	12 929	12 929	2 407	2 407	2 559	2 559
Cessions de créances Loi Dailly (Oseo-Bdpme)	8 000	0	8 000	0	8 000	0
Affacturation ⁽¹⁾	36 000	11 023	33 540	10 382	43 000	12 045
Cession de créances sans recours	Néant	Néant	6 542	6 466	Néant	néant

⁽¹⁾ Eurofactor et Commerzbank

Le groupe n'utilise pas l'intégralité des droits de tirage offerts par les créances cédées.

Affacturation :

Fin 2005, CSSI a signé une convention d'affacturation avec Eurofactor. Cette convention prévoit que lorsque le défaut de paiement du débiteur est lié à son insolvabilité, le risque est supporté par la société d'affacturation dans la limite d'un montant garanti. La filiale Diginext a également conclu en 2006 une convention d'affacturation similaire.

Le 26 juin 2006, une convention de cession de créances professionnelles a été signée avec Commerzbank AG.

Total affacturation (en milliers €)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Créances cédées à Eurofactor	13 690	20 730	20 708
Dont créances cédées non garanties	1 084	306	0
Réserves / garanties	252	410	497
Créances cédées à Commerzbank	7 733	10 382	7 901

Le risque principal, risque de défaillance ou d'insolvabilité, ayant été transféré, ces créances ont été déconsolidées. Ces deux lignes sont rémunérées à taux variables indexés soit sur l'Eonia soit sur l'Euribor 3 mois.

Financement Dailly :

Le financement Loi Dailly obtenu auprès de Oseo-Bdpme et l'affacturation non garanti font l'objet du retraitement suivant dans les comptes consolidés (en milliers €) :

En milliers €	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Clients et comptes rattachés	2 740	2 942	2 387
Autres créances	-22		
Découverts bancaires courants	-2 718		
Trésorerie		-2 942	-2 387

La convention signée avec Commerzbank est assortie d'un engagement de respect de ratios financiers. Cette convention prévoit la possibilité d'y mettre fin semestriellement si le ratio d'endettement net consolidé publié sur le résultat opérationnel courant avant dotation aux amortissements et aux provisions courantes devenait supérieur à 2,5.

Note 13 : Autres passifs courants et non courants

En milliers €	Au 30/06/2009	Au 31/12/2008	Au 30/06/2008
Passifs non courants :			
Impôts différés	9	12	15
Autres	810	13	-
Total	819	25	15
Passifs courants :			
Avances et acomptes reçus	11 332	7 363	9 212
Fournisseurs	36 029	50 985	54 443
Dettes d'exploitation diverses ⁽¹⁾	66 264	63 639	56 474
Dettes sur immobilisations	46	47	47
Dettes diverses	3 151	3 185	5 177
Produits constatés d'avance	22 516	30 548	23 011
Total	139 338	155 767	148 364

⁽¹⁾ Sous cette rubrique figurent essentiellement la TVA sur les créances clients non encaissées, la TVA sur les factures clients à établir, la TVA due au titre du dernier mois, les dettes sociales (personnel, congés payés, organismes sociaux, ...). Les impôts exigibles sont négligeables.

Note 14 : Amortissements et provisions d'exploitation

En milliers €	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Dotations (-) nettes aux amortissements	-1 679	-3 612	-1 669
Dotations (-) / reprises (+) pour dépréciations	+1 495	-6 072	-2 299
Dotations (-) / reprises (+) pour provisions	-678	+919	+191
Total	-862	-8 765	-3 777

Note 15 : Résultat financier

En milliers €	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Coût de l'endettement financier brut	-964	-2 570	-1 065
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	82	622	463
Coût de l'endettement financier net	-882	-1 948	-602
Autres produits et charges financiers	-263	21	-1 087
Résultat financier	-1 165	-1 927	-1 689
Dont variation des justes valeurs des instruments de couverture sans flux de trésorerie	-108	-1 870	-866

Détail des autres produits et charges financiers

En milliers €	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Dotations nettes	39	43	-111
Résultat de change et matières premières (y compris variation de juste valeur)	-554	-428	-1 382
Dividendes	232	406	406
Total	-283	21	-1 087

Note 16 : Autres charges et produits opérationnels

Au 30/06/2009 –(en milliers €)	Produits	Charges	Net
Déménagements et locaux vides			-
Restructuration – personnel	2 246	-3 565	-1 319
Résultat de cession d'actifs	656	-646	10
Dépréciation des goodwill			-
Autres	1	-87	-86
Total	2 903	-4 298	-1 395

Exercice 2008 (en milliers €)	Produits	Charges	Net
Déménagements et locaux vides		-26	-26
Restructuration – personnel	512	-1 846	-1 334
Résultat de cession d'actifs	1 304	-1 401	-97
Dépréciation des goodwill			-
Autres	383	-303	80
Total	2 199	-3 576	-1 377

Note 17 : Impôt sur les résultats

En milliers €	30/06/2009	31/12/2008
Résultat consolidé avant impôt	-5 207	-7 504
Taux d'imposition théorique	33,3%	33,3%
Produit/charge (-) d'impôt théorique	+1 736	+ 2 501
Produit/charge (-) d'impôt au compte de résultat	-329	-39
Différence	2 065	2 540
Produit d'impôt différé constaté afférent à la hausse du montant recouvrable au titre des 5 prochains exercices	137	
Actif d'impôt différé sur une filiale étrangère annulé compte tenu de l'incertitude sur sa recouvrabilité		-1 922
Produit d'impôt de la période imputé sur les reports déficitaires antérieurs et non activé	2 383	4 516
Autres	-455	-54
Total	2 065	2 540

La méthode retenue pour la détermination des impôts différés actifs liés aux pertes reportables du groupe est décrite en note 1.12. des comptes consolidés 2008. Le montant d'impôt au compte de résultat (résultant essentiellement de la variation des impôts différés actifs) est essentiellement lié aux évolutions des «business plans» d'une année sur l'autre.

Le Crédit d'Impôt Recherche est comptabilisé en minoration des charges de R&D (frais de personnel essentiellement).

Note 18 - Gestion des risques de marché

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers : risque de liquidité, risque de variation des flux de trésorerie dû à l'évolution des taux d'intérêt, risque de crédit, risque de change et risque de contrepartie.

A/ Risque de liquidité

Selon la définition donnée par l'Autorité des Marchés Financiers, le risque de liquidité se caractérise par l'existence d'un actif à plus long terme que le passif et se traduit par l'impossibilité de rembourser les dettes à court terme en cas d'impossibilité de mobiliser son actif ou de recourir à de nouvelles lignes bancaires.

La gestion du risque de liquidité implique le maintien d'un niveau suffisant de liquidités ainsi que la disponibilité de ressources financières appropriées grâce à des facilités confirmées.

L'endettement net négatif de CS constaté lors des dernières clôtures comptables ne signifie pas l'absence de tout besoin de financement temporaire pour faire face aux variations des flux d'exploitation. Ce financement est assuré par les lignes de concours bancaires courants, le recours à l'affacturage et à la cession de créances. Par nature, le montant utilisé est plafonné par le volume de créances émises et non encaissées. Les lignes à durée indéterminée dont dispose CS sont dimensionnées pour être suffisantes et le volume de créances disponibles les ont historiquement rarement dépassé. Une éventuelle faiblesse de la facturation limiterait toutefois la capacité de CS à financer temporairement les dettes.

Les clauses financières restrictives relatives aux moyens de financement (covenants) sont mentionnées en note 12.

B/ Risque de variation des flux futurs dû à l'évolution des taux d'intérêts

Le risque de taux d'intérêt provient essentiellement des emprunts. La gestion de l'exposition au risque de taux couvre deux types de risques :

- Un risque de prix sur les actifs et passifs financiers à taux fixe. En contractant une dette à taux fixe par exemple, le Groupe s'expose à une perte potentielle d'opportunité si les taux d'intérêts venaient à baisser. Toute variation des taux d'intérêts est susceptible d'avoir un impact sur la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux fixe. Cette perte d'opportunité n'aurait toutefois aucun effet sur les produits et les charges financiers tels que présentés dans le compte de résultat consolidé et, en tant que tel, sur le résultat net futur du Groupe jusqu'à l'arrivée à échéance de ces actifs et passifs.
- Un risque de variation des flux de trésorerie sur les actifs et passifs à taux variable si les taux d'intérêt venaient à augmenter.

L'objectif principal de la gestion des taux d'intérêt de l'endettement du Groupe est de minimiser le coût de la dette et de le protéger des fluctuations des taux d'intérêt en contractant des « swaps » de taux variable contre taux fixe. Les instruments dérivés autorisés auxquels le Groupe a recours pour couvrir son endettement sont des contrats de swaps conclus avec des établissements financiers de premier ordre.

Afin de réduire le coût financier de ses emprunts à moyen et long terme, le Groupe a pour politique de gérer son exposition au risque de taux d'intérêts afin, concernant l'endettement à taux variable, de se prémunir contre une augmentation des taux d'intérêts, et concernant l'endettement à taux fixe, de bénéficier d'une éventuelle diminution des taux d'intérêts. Les instruments utilisés sont essentiellement des contrats d'échanges de taux (swaps de taux d'intérêts).

L'endettement à moyen et long terme (hors emprunt moyen / long terme) est représenté par des contrats (crédit-bail, location financière, etc.) à taux fixe qui ne sont de ce fait pas exposés au risque de taux d'intérêts.

L'endettement à court terme est intégralement constitué par la mobilisation de créances commerciales et l'utilisation de lignes de découvert. Leurs volumes d'utilisation faisant l'objet d'une forte variabilité en fonction des flux de trésorerie quotidiens, aucune couverture n'a été mise en place.

Trésorerie et endettement à taux variables :

Au 30/06/2009 (en K€)	Total	À – 1 an	De 2 à 5 ans
Actifs financiers	28 696	28 696	
Passifs financiers	-35 042	-23 150	-11 892
Position nette avant gestion	-6 346	5 546	-11 892
Instruments financiers dérivés	11 892		11 892
Position nette après gestion	5 546	5 546	0
Impact hausse de 1 point des taux d'intérêts	55	55	0
Au 31/12/2008 (en K€)	Total	À – 1 an	De 2 à 5 ans
Actifs financiers	18 207	18 207	0
Passifs financiers	-54 890	-54 890	0
Position nette avant gestion	-36 683	-36 683	0
Instruments financiers dérivés	14 866	14 866	0
Position nette après gestion	-21 817	-21 817	0
Impact hausse de 1 point des taux d'intérêts	-218	-218	0

L'indexation de l'emprunt moyen/long terme souscrit en juin 2009, décrite en note sur les passifs financiers, sur un taux variable (Euribor trois mois) génère un risque financier en cas de hausse des taux. Ce risque a fait l'objet d'une couverture matérialisée par la mise en place d'un swap receveur de l'Euribor 3 mois et payeur d'un taux d'intérêts fixe de 2,10 %.

C/ Risque de contrepartie

Les concentrations de risques de crédit du Groupe ne sont pas significatives. La base de clientèle du groupe est constituée par de grands comptes, le risque d'insolvabilité ou de disparition du client est donc faible. De plus, près de la moitié du chiffre d'affaires est réalisé avec des administrations et des établissements publics, principalement en France.

Les procédures d'acceptation des clients et les analyses de risques de crédit qui y sont liées sont intégrées au processus global d'évaluation des risques mis en oeuvre tout au long du cycle de vie d'un contrat.

Les créances clients font l'objet d'analyses et de suivis spécifiques, principalement les créances dont l'échéance contractuelle est dépassée.

Le groupe CS ne consent aucun prêt significatif à des personnes physiques ou morales externes, employés ou entités dont il détiendrait des titres et qui ne seraient pas consolidés.

Seuls les établissements financiers de premier ordre sont utilisés par le Groupe dans le cadre des opérations de trésorerie et opérations sur instruments dérivés.

D/ Risque de change

Le Groupe est soumis à deux catégories de risques liées à l'évolution du taux de change :

- le risque de conversion des états financiers des activités réalisées dans des pays ayant une monnaie fonctionnelle différente de l'euro. Ce risque de change est cependant limité compte tenu de l'implantation géographique du groupe très majoritairement situé dans la zone euro.
- le risque transactionnel concernant les flux d'achats et de ventes dans des devises différentes de celle où l'opération est réalisée. Ce risque de change est cependant limité car chaque entité intervient très majoritairement dans son pays et sa devise. Les expositions résiduelles au risque de change sont principalement liées au dollar américain et réalisées par les sociétés françaises.

Le Groupe a mis en place des procédures de gestion des positions en devises résultant d'opérations commerciales et financières libellées en monnaies différentes de la monnaie locale de l'entité concernée. Conformément à ces procédures, toutes les expositions transactionnelles significatives doivent être couvertes dès leur survenance. Pour couvrir son exposition au risque de change, le Groupe a recours à divers instruments financiers, notamment des opérations à terme et des options d'achat et de vente de devises.

Dans le cadre de sa politique de gestion du risque de change et de taux, le groupe est amené à conclure des contrats de couverture avec des établissements financiers de premier plan. A ce titre, le risque de contrepartie peut être considéré comme négligeable.

Au 30/06/2009 (En K€)	USD	GBP	CAD	AED
Actifs	12 844	332	512	50
Passifs	-273	-98	-1 010	-1 322
Exposition aux risques de change avant couverture (a)	18 271	234	-498	-1 272
Montants actifs couverts	5 700	279	0	0
Montants passifs couverts	-273	0	0	-592
Montants couverts nets (b)	5 427	279	0	-592
Exposition aux risques de change après couverture (a)-(b)	12 844	-45	-498	-680

Au 31/12/2008 (En K€)	USD	GBP	CAD
Actifs	12 894	75	678
Passifs		-85	
Exposition aux risques de change avant couverture (a)	12 894	-10	678
Montants actifs couverts	4 888	75	
Montants passifs couverts		-24	
Montants couverts nets (b)	4 888	51	
Exposition aux risques de change après couverture (a)-(b)	8 006	-61	678

Au 30/06/2009, deux contrats commerciaux en devises ont fait l'objet d'une couverture efficace. L'exposition au risque de change après couvertures ne concerne donc essentiellement les comptes courants des filiales détenus en devises.

Au 30/06/2009, les couvertures de change couvraient des opérations à échéance 2009 et 2010 sous la forme de contrats d'achats/ventes de devises à terme :

- 0,43 millions de dollars US pour une contre-valeur de 0,31 millions d'euros couvrant des dettes fournisseur;
- 3,06 millions de dirhams des Emirats arabes Unis pour une contre-valeur de 0,6 millions d'euros couvrant des dettes fournisseur ;
- 0,40 million de livres sterling pour une contre-valeur de 0,46 millions d'euros couvrant des créances clients.

Emprunts par devise (en K€)	30/06/2009	31/12/2008
Euro	14 903	19 240
Dollar US	248	268
Autres monnaies	590	314
Total	15 741	19 822

E/ Risque de prix

Le Groupe est, pour 2 grands contrats commerciaux, exposé au risque de prix sur certaines matières premières dont la couverture est décrite en Note 8.

Note 19 : Engagements hors bilan

En milliers €	Cf.	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
<u>Engagements donnés :</u>				
Avals et cautions hors Groupe et engagements liés à l'exécution des marchés (hors restitution d'acomptes)		27 239	27 561	58 995
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	a	1 523	1 623	1 797
Avals, cautions et garanties	b	45 250	48 034	53 962
Autres garanties données				
<u>Engagements reçus :</u>				
Avals, cautions et garanties		1 114	615	25 345

a : affectation des sûretés réelles consenties :

En milliers €	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008	
Découverts bancaires et lignes de cautions	1 238	1 238	1 239	Nantissement de titres
Lignes de cautions	285	385	558	Nantissement compte de garantie affacturage
Privilèges	-	-	-	Imposition contestée
Total	1 523	1 623	1 797	

b : Avals, cautions et garanties

Au 30/06/2009, ils sont essentiellement composés de :

- garanties de loyers données aux propriétaires d'immeubles pris à bail par le groupe : 21 992 milliers € ;
- garantie de passif : 300 milliers € ;
- garanties de lignes de financement 21 000 milliers €.

Note 20 : Evénements postérieurs à la clôture

A la date d'arrêté des états financiers intermédiaires par le conseil d'administration de CS Communication et Systèmes il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir une incidence significative sur l'activité du groupe, sa situation financière et son patrimoine.